

Activité économique

Au cours d'une année ayant connu des fluctuations économiques d'une ampleur inédite, le PIB a diminué de 8,3 % en moyenne annuelle en 2020, selon la première estimation des comptes trimestriels. Cette contraction, la plus forte enregistrée depuis le début de la série des comptes nationaux en 1949, se situe un peu en deçà de la baisse de 9 % prévue dans la dernière Note de conjoncture. Le confinement de fin d'année, moins strict qu'au printemps, a occasionné par rapport au niveau d'avant-crise (quatrième trimestre 2019) une perte d'activité moindre que prévu (de -8 % en novembre puis de -4 % en décembre). Les services, plus exposés aux mesures de restriction, ont davantage été affectés que l'industrie, même si cette dernière a pu pâtir en décembre d'un environnement international dégradé. Le début d'année 2021 reste marqué par l'incertitude qui entoure la situation sanitaire. Les mesures de lutte contre l'épidémie ont été progressivement renforcées (couvre-feu avancé à 18h dans quelques départements puis sur l'ensemble du territoire, limitation des déplacements hors UE, fermeture des magasins non alimentaires dans les grands centres commerciaux, encouragement au télétravail). Dans ce contexte, l'activité aurait été globalement stable en janvier, restant comme en décembre à 4 % en deçà de son niveau d'avant-crise. Sur l'ensemble du premier trimestre 2021, l'évolution de l'activité sera conditionnée à celle de la situation sanitaire et au renforcement éventuel des mesures de restrictions. Un maintien des restrictions à leur niveau

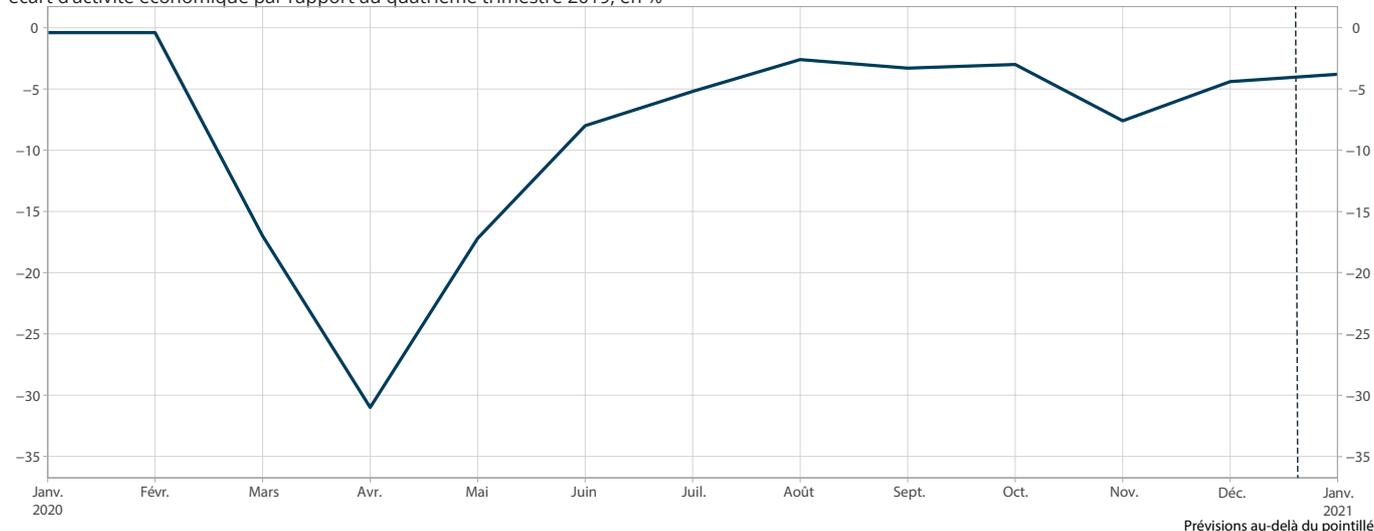
actuel conduirait l'activité à progresser légèrement par rapport quatrième trimestre 2020, l'industrie poursuivant peu à peu sa reprise, tandis qu'une partie des services resterait pénalisée. Un renforcement des restrictions, au contraire, conduirait à une activité au mieux stable, voire de nouveau en baisse au premier trimestre.

Au quatrième trimestre 2020, l'activité économique française a été affectée par le deuxième confinement mais dans des proportions moindres qu'au printemps

Après un mois d'octobre stable à -3 % de perte d'activité par rapport au niveau d'avant-crise (quatrième trimestre 2019), le confinement mis en place entre le 30 octobre et le 14 décembre, avec notamment la fermeture des commerces « non essentiels » jusqu'au 27 novembre et la restriction des déplacements, a entraîné une nouvelle chute de l'activité économique. En novembre, celle-ci s'est située 8 % sous son niveau d'avant-crise ; la perte a ensuite été réduite à 4 % en décembre (► **figure 1**). Cette révision par rapport aux prévisions de la *Note de conjoncture* du 15 décembre (respectivement -12 % et -8 % de pertes d'activité alors prévues pour novembre et décembre) s'explique entre autres par une chute de moins grande ampleur qu'anticipé de l'activité dans les services, aussi bien en novembre qu'en décembre.

► 1. Pertes d'activité mensuelles estimées puis prévues

écart d'activité économique par rapport au quatrième trimestre 2019, en %



Lecture : en novembre, l'activité économique a été en retrait d'environ 8 % par rapport au niveau du quatrième trimestre 2019. Elle se serait établie en janvier à -4 %.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

Parmi les branches les plus affectées depuis le début de la crise sanitaire, les transports et entreposage et l'hébergement-restauration ont vu leur activité chuter, mais dans une moindre mesure que prévu (respectivement -15 % et -37 % de pertes d'activité par rapport au niveau d'avant-crise pour ces deux secteurs sur l'ensemble du trimestre, contre -23 % et -49 % prévus). La période des fêtes, malgré les jauges de réunion restreintes, a tout de même occasionné des déplacements, tandis que l'adaptation des restaurants à leur fermeture prolongée s'est sans doute poursuivie (avec notamment les livraisons). En revanche, les autres activités de services (loisirs, culture, sport...) ont subi en novembre un choc en ligne avec la prévision : comme le rebond en décembre a été un peu supérieur à celui prévu, la perte d'activité s'est établie au quatrième trimestre à -29 % (contre -32 % prévu). Les services aux entreprises (activités scientifiques et techniques et services administratifs et de soutien) ont connu quant à eux une perte d'activité deux fois moins importante que prévu en novembre, soit une perte sur l'ensemble du trimestre de -6 % (contre -9 % attendu). Le commerce, en revanche, a été plus affecté que prévu en novembre (en particulier le commerce et la réparation d'automobiles et de motos, et le commerce de gros), mais bien moins que prévu en décembre.

L'activité des services principalement non marchands a quant à elle rejoint son niveau d'avant-crise au quatrième trimestre 2020 (contre une perte d'activité prévue de -3%), portée notamment par le dynamisme des services de santé, sans nouveaux reports des soins.

L'activité industrielle, de son côté, a mieux résisté que prévu en novembre, en particulier dans la fabrication d'équipements (notamment électriques) et de machines et dans le textile-habillement-chaussure, la chimie ou encore la métallurgie. Elle a cependant reculé en décembre, peut-être en lien avec une situation sanitaire qui s'est alors dégradée chez nombre de nos partenaires. Sur l'ensemble du trimestre, la perte d'activité industrielle par rapport au quatrième trimestre 2019 s'est établie à -5 % (contre -7 % prévu). Enfin, la construction a été plus affectée en novembre qu'en décembre et sa perte d'activité sur l'ensemble du trimestre est de -6 % (contre -9 % prévu).

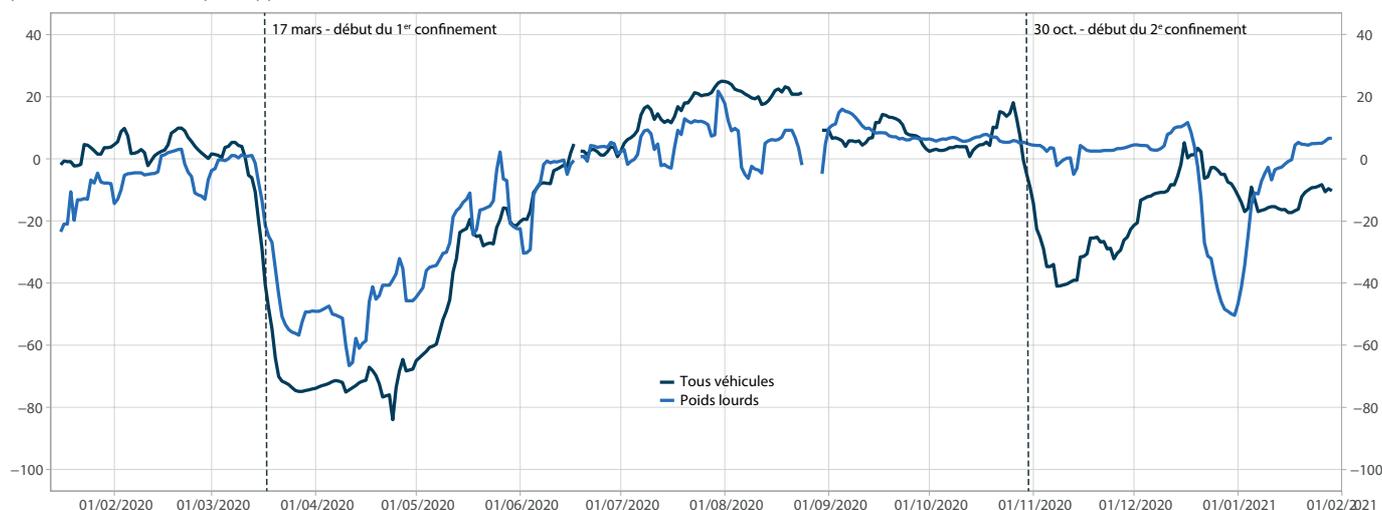
La décomposition des différents postes de la demande montre par ailleurs que, par rapport à la prévision de la Note de conjoncture du 15 décembre, la consommation des ménages a légèrement moins diminué au quatrième trimestre 2020 que prévu, et surtout que l'investissement (en particulier celui des ménages) et les échanges extérieurs ont poursuivi leur rebond, alors qu'un nouveau recul était attendu. La contribution des échanges extérieurs a ainsi été positive au quatrième trimestre, de l'ordre de 1 point. En fin d'année, le PIB a donc diminué de -1,3 % en variation trimestrielle, et de -5,0 % en glissement annuel (► [tableau 2](#)).

Dans un contexte qui reste très incertain, l'activité économique serait stable en janvier 2021

En janvier 2021, les anticipations des entreprises, telles qu'exprimées début janvier dans les enquêtes de conjoncture de l'Insee et dans l'enquête flash

► 2. Trafic routier en France

perte de trafic routier par rapport à une situation d'avant-crise, en %



Lecture : le 8 novembre 2020, le trafic routier en France était de -2% inférieur pour les poids lourds et de -41% inférieur pour tous les véhicules, par rapport à un jour comparable d'avant crise.

Note : l'indice est construit en comparant le trafic actuel à un trafic « avant-crise ». Afin que cette référence soit la plus « juste possible », celle-ci est calculée sur le débit moyen journalier du 13 janvier au 2 février 2020 pour éviter les effets liés aux vacances scolaires de février et au début du confinement. Pour plus de lisibilité, on a lissé la série avec une moyenne mobile sur 7 jours. Le dernier point est celui du 29 janvier.

Source : Cerema, calculs Insee

Acemo-Covid¹, réalisée par la Dares avec l'appui de l'Insee, suggèrent une stabilisation globale de l'activité économique par rapport au mois de décembre 2020. Le couvre-feu en application depuis le 15 décembre a réduit les déplacements, le travail sur site et les opportunités de consommer le soir, d'abord après 20h, puis après 18h : cette avancée horaire qui ne concernait début janvier que quelques départements a été étendue progressivement à tout le territoire.

Les indicateurs à haute fréquence disponibles sur les premières semaines de janvier suggèrent également une quasi-stabilité de l'activité. Le trafic de poids lourds, peu affecté pendant le deuxième confinement du fait d'un moindre impact des mesures de restrictions sur les déplacements directement liés à l'activité industrielle, semble revenir vers une stabilité après le creux saisonnier lié aux vacances de Noël (► [figure 2](#)). Par ailleurs, la corrélation étroite observée jusqu'au troisième trimestre entre l'indicateur de temps hebdomadaire passé chez soi et la perte d'activité économique semble s'atténuer, peut-être en lien avec le développement du télétravail (► [figure 3](#)).

S'agissant en revanche des secteurs toujours soumis à des restrictions d'activité, le nombre de requêtes des mots-clés les concernant dans le moteur de recherche *Google*, sont un peu plus nombreuses qu'en novembre. Toutefois, excepté pour le mot « train » dont les requêtes ont été dynamiques pendant les fêtes de fin d'année,

elles restent pour les autres en net repli par rapport à octobre (« restaurant », « hôtel », « théâtre » et surtout « cinéma ») ou bien similaires (« vol »), reflet de la perte d'activité importante de ces secteurs (► [figure 4](#)). Ces requêtes sont globalement plutôt en diminution depuis le début du mois de janvier.

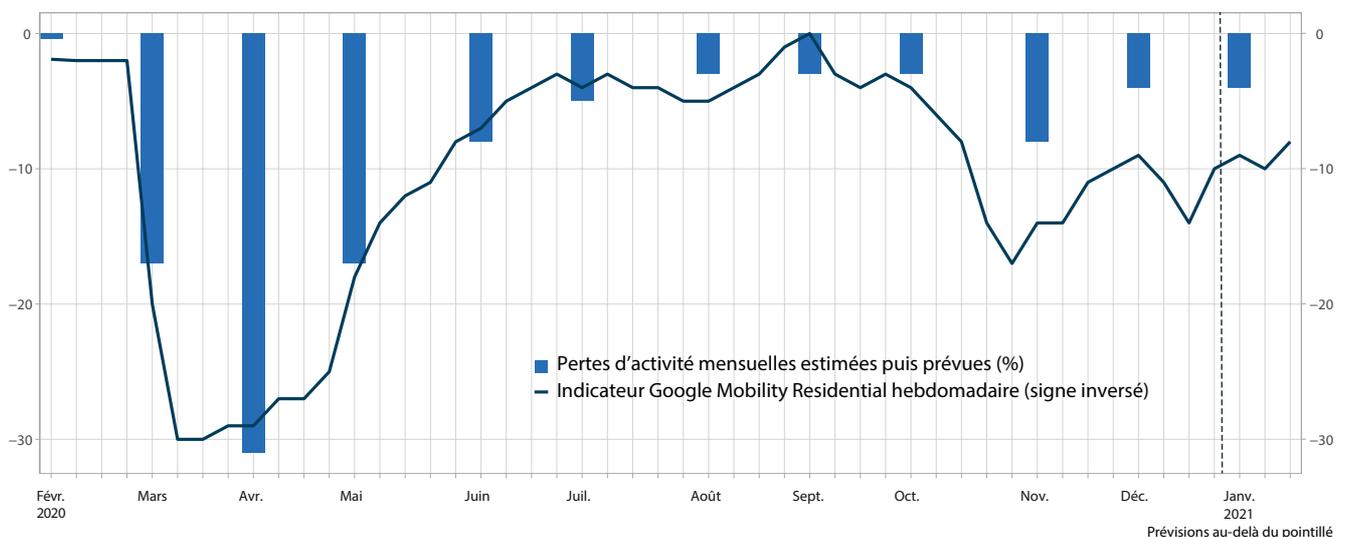
Au total, en janvier, l'activité se serait située à environ -4 % par rapport à son niveau d'avant-crise (quatrième trimestre 2019), soit un niveau similaire à celui du mois de décembre. Dans l'industrie, elle aurait légèrement progressé par rapport à décembre (► [tableau 1](#)). Dans les services principalement marchands, l'activité serait stable : elle resterait nettement déprimée dans les secteurs directement affectés par les restrictions (hébergement restauration, transport et entreposage, activités de loisir). Dans les services non marchands, elle serait faiblement dynamique, portée comme au quatrième trimestre par les services de santé.

Quels scénarios pour les prochains mois ?

Le contexte sanitaire de ce début d'année reste très incertain. Les mesures de restrictions ont été renforcées depuis le 31 janvier (fermeture des magasins non-alimentaires dans les centres commerciaux de plus de 20 000 m², contrôle des déplacements hors du territoire métropolitain, etc.). L'incertitude persiste sur la durée de ces mesures et sur leur éventuel durcissement sous forme de confinement, si la situation sanitaire se dégradait à nouveau.

¹ Cette enquête interroge les entreprises sur leurs anticipations quant à leur rythme de reprise. Agrégées à un niveau sectoriel, leurs réponses permettent de construire une trajectoire d'évolution de l'activité pour les mois à venir, en l'absence de nouveau choc sur l'activité lié à un resserrement des mesures de restrictions sanitaires en cas de reprise de l'épidémie.

► 3. Indicateur de temps total mensuel passé chez soi (en écart par rapport à une situation normale) et pertes d'activité mensuelle estimées et prévues



Lecture : durant la première semaine de décembre, le temps passé chez soi a été supérieur de 10 % par rapport à une situation normale. Note : les données de l'indicateur sont actuellement disponibles jusqu'au 26 janvier. Les valeurs hebdomadaires sont la moyenne des valeurs quotidiennes de l'indicateur.

Source : Google Mobility Reports, calculs Insee

À ce stade, seuls des scénarios semblent pouvoir être échafaudés, à titre illustratif, pour fournir des ordres de grandeur selon les différentes hypothèses que l'on peut considérer.

Dans le cas par exemple d'un maintien jusqu'à la fin du trimestre des mesures de restrictions sanitaires actuelles, l'activité pourrait poursuivre sa lente progression, principalement du fait des branches industrielles. L'activité dans les services, en revanche, resterait pénalisée par celle des secteurs toujours affectés par les mesures (hébergement-restauration, activités de loisirs, services de transport dans une moindre mesure). Le PIB progresserait ainsi de l'ordre de +1 ½ % au premier trimestre 2021 (cf. scénario 1 dans le ► **tableau 2**), soit une perte d'activité sur l'ensemble du trimestre de -4 % par rapport au niveau d'avant-crise (après -5 % au quatrième trimestre 2020).

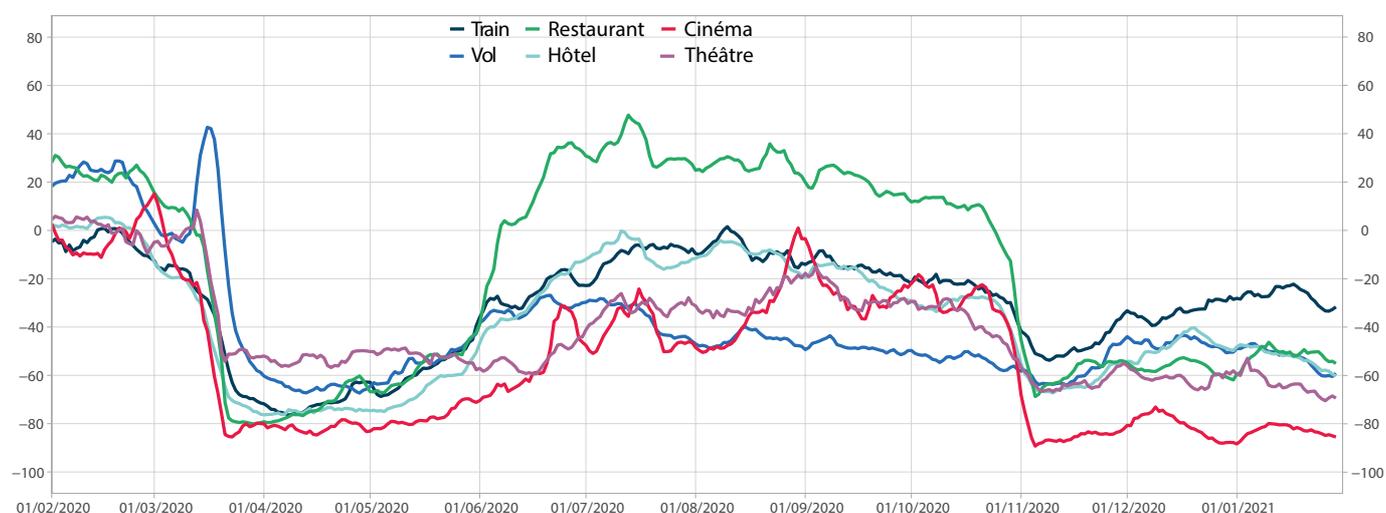
Un renforcement des mesures de restrictions sanitaires, en revanche, pourrait stopper à nouveau la reprise, voire, selon le degré de sévérité des mesures prises, provoquer une nouvelle baisse de l'activité. Au-delà de la nature

même des mesures, l'incertitude touche aussi leur durée de mise en œuvre :

- dans le cas d'un mois de confinement selon les mêmes modalités qu'en novembre (scénario 2 dans le ► **tableau 2**), et en faisant l'hypothèse que le reste du trimestre connaisse le même niveau d'activité qu'en janvier, la croissance du PIB serait globalement nulle au premier trimestre 2021, la perte d'activité s'établissant à -5 % par rapport au niveau d'avant-crise ;
- dans le cas de 7 semaines de confinement (scénario 3) dont les modalités seraient les mêmes qu'en novembre, le PIB diminuerait d'environ 1 % sur le trimestre, et la perte d'activité se situerait à 6 % en moyenne par rapport au quatrième trimestre 2019.

Pour le deuxième trimestre 2021, la prévision est à ce stade tout aussi incertaine que le premier. À titre illustratif, nous considérons une hypothèse où le niveau d'activité globale de ce trimestre serait similaire à celui du troisième trimestre 2020 (soit presque 4 % sous le niveau d'avant-crise). L'acquis de croissance annuelle pour 2021 se situerait alors à mi-année, selon les scénarios, entre +4 % et +5 %.

► 4. Fréquence de recherche de mots-clés sur internet



Lecture : la moyenne mobile sur 7 jours du nombre de recherches du mot « restaurant » sur Google en France était inférieure le 29 janvier de 55 % par rapport à la moyenne des moyennes mobiles sur 7 jours des 29 janvier entre 2016 et 2019.

Note : la date du dernier point est le 29 janvier.

Source : Google Trends, calculs Insee

► 1. Estimation puis prévision des pertes d'activité économique en 2020 et en janvier 2021 par branche

écart au quatrième trimestre 2019, en %

Branche	Poids	T4 2020	Oct. 2020	Nov. 2020	Déc. 2020	Janv. 2021	Contrib. janv. 2021
Agriculture, sylviculture et pêche	2 %	-0,8	-1	-1	-1	0	0
Industrie	14 %	-4,6	-4	-4	-7	-4	-1
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2 %	-3,8	-4	-2	-5	-3	0
Cokéfaction et raffinage	0 %	-20,0	-1	-3	-56	-32	0
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	1 %	-4,0	-3	0	-9	-6	0
Fabrication de matériels de transport	2 %	-16,7	-18	-17	-16	-12	0
Fabrication d'autres produits industriels	6 %	-3,2	-3	-2	-5	-3	0
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2 %	-1,1	3	-4	-3	-2	0
Construction	6 %	-5,9	-8	-7	-3	-2	0
Services principalement marchands	57 %	-7,2	-5	-11	-6	-6	-3
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	10 %	-4,9	-2	-12	-1	-2	0
Transports et entreposage	5 %	-15,5	-12	-18	-16	-14	-1
Hébergement et restauration	3 %	-36,5	-22	-48	-41	-41	-1
Information et communication	5 %	-2,1	-2	-1	-3	-3	0
Activités financières et d'assurance	4 %	-2,3	-1	-4	-2	-2	0
Activités immobilières	13 %	0,4	1	0	1	1	0
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	14 %	-6,1	-5	-8	-5	-4	0
Autres activités de services	3 %	-29,2	-18	-44	-26	-25	-1
Services principalement non marchands	22 %	0,3	1	-1	0	1	0
VA totale	100 %	-5,0	-3	-7	-5	-4	-4
Taxes et subventions		-4,9	-1	-11	-2	-4	
PIB		-5,0	-3	-8	-4	-4	

■ Prévisions

Source : Calculs Insee à partir de sources diverses

► 2. Scénarios pour le premier trimestre 2021

	T1 2020	T2 2020	T3 2020	T4 2020	T1 2021		
					Scénario 1 (statu quo comme janvier)	Scénario 2 (confinement type nov. 2020, durée 1 mois)	Scénario 3 (confinement type nov. 2020, durée 7 semaines)
Variation trimestrielle (en %)	-5,9	-13,7	18,5	-1,3	1 ½	0	-1
Ecart par rapport au niveau d'avant-crise (T4 2019)	-5,9	-18,8	-3,7	-5,0	-4	-5	-6

■ Prévisions

Source : Calculs Insee à partir de sources diverses